

## **Economie, société et culture en France de 1945 à nos jours.**

**Problématique :** Quelles sont les transformations majeures de la société française depuis 1945, au rythme de la croissance et des crises ?

### **1. Familles et générations depuis 1945.**

#### **1.1. Du baby-boom au papy-boom : bilan démographique.**

Au 1er janvier 2011, la population française dépasse pour la première fois les 65 millions d'habitants, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. Au cours de l'année 2010, elle augmente de 358 000 personnes, au même rythme que les années précédentes. Cette progression est davantage imputable à l'excédent des naissances sur les décès qu'au solde migratoire.

Avec 828 000 bébés, l'année 2010 se situe au niveau des années record de 2006 et 2008. La fécondité augmente, essentiellement grâce aux femmes de plus de 30 ans ; les femmes ont en moyenne 2,01 enfants, niveau le plus élevé depuis la fin du baby-boom. L'âge moyen à l'accouchement augmente et atteint 30 ans en 2010.

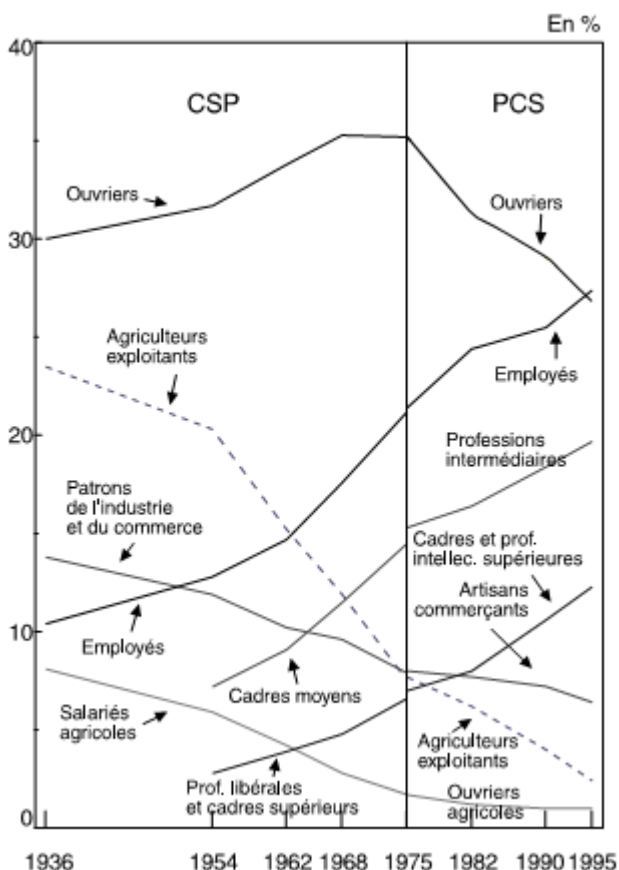
Le nombre de décès (545 000) est très légèrement inférieur à celui de 2009, année touchée par une forte épidémie de grippe en janvier, mais il se situe dans la moyenne des dernières années. L'espérance de vie augmente de quatre mois, tant pour les hommes (78,1 ans) que pour les femmes (84,8 ans). Après la pause de 2008 et la faible augmentation de 2009, cette forte hausse peut s'interpréter comme un retour à la tendance de long terme.

En 2010, trois Pacs ont été conclus pour quatre mariages célébrés. Alors que le nombre de Pacs conclus progresse de 13 % par rapport à 2009, la baisse du nombre de mariages, entamée avant l'apparition du Pacs, se poursuit en 2010. L'âge au premier mariage continue d'augmenter et atteint 29,8 ans pour les femmes et 31,7 ans pour les hommes. Lire la suite INSEE Première : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=3149&reg\\_id=0](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=3149&reg_id=0)

#### **1.2. La famille française depuis les années 1960.**

Voir fiche PDF. [http://profcj.pagesperso-orange.fr/Terminale/Telecharger/Famille\\_chansons.pdf](http://profcj.pagesperso-orange.fr/Terminale/Telecharger/Famille_chansons.pdf)

### **2. Les mutations des structures sociales, jusqu'au milieu des années 1970.**



#### **2.1. L'émergence de la classe moyenne.**

La société française s'est considérablement transformée dans la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

La population active agricole ne représente plus que 9% de la population active totale au milieu des années 1970. Elle correspond au niveau de technicité et de productivité atteint par ce secteur économique, grâce au soutien de la CEE et de l'Etat. Conséquence de cette évolution : exode rural dans les années 60, croissance urbaine, 80% des français vivent en ville.

La population ouvrière s'est transformée, l'effectif des manœuvres et des OS a diminué, au profit des contremaîtres et ouvriers qualifiés. Cette mutation s'est accompagnée d'une hausse du niveau de vie et de l'accès à la société de consommations pour cette partie de la population active, même si les conditions de travail en entreprise restent souvent difficiles. Cette nouvelle « classe ouvrière » prône une attitude syndicale réformiste plus que révolutionnaire, recherchant une amélioration des conditions de travail.

C'est dans cette classe ouvrière qu'ont été embauchés les nombreux travailleurs immigrés auxquels la France a eu recours dans les années 1960.

La **classe moyenne** est une nouveauté, apparue dans les années 1960. Elle regroupe les techniciens, les employés et les cadres dont les effectifs sont en forte croissance pendant **les « 30 glorieuses »**. La classe moyenne appartient surtout au secteur tertiaire, elle est liée à l'augmentation du nombre d'emplois de services. La classe moyenne aspire au logement individuel avec jardin dans les années 60, à partir des années 70 croissance des banlieues pavillonnaires et du périurbain.

## 2.2. Une société enrichie mais inégalitaire.

Entre 1949 et 1973, le revenu réel des Français a plus que doublé. Le confort de vie s'en est trouvé nettement amélioré. Cependant, cette progression générale n'a pas supprimé la pauvreté, et les inégalités se creusent : les 10% les plus riches possèdent 53% du patrimoine en 1980.

L'Etat est intervenu pour essayer de modérer ces inégalités. En 1945, la **Sécurité Sociale** a été instituée. Elle permet de couvrir les dépenses de santé des individus, de financer les retraites, de distribuer allocations familiales ou allocations de chômage. Elle est financée par l'impôt et par les cotisations sociales. Pour assurer un revenu décent à tous les travailleurs, l'Etat a instauré un salaire minimum : le **SMIG** en 1950, mais dont le niveau réel suit avec difficulté la croissance économique.

## 2.3. L'évolution des conditions de vie.

### 2.3.1. La société de consommation

La croissance urbaine, le développement des communications ont favorisé l'extension des modèles de comportements citadins, ce sont ceux de la **société de consommation**. Grâce à la croissance économique et à l'augmentation de leurs revenus, les ménages ont pu consacrer une part de plus en plus importante de leur budget à la satisfaction de besoins autres que la première nécessité : vêtements, loisirs, santé, équipements de la maison.

**Les loisirs et l'éducation** sont devenus des besoins prioritaires. Les vacances et les loisirs de week-end concernent aujourd'hui une majorité de Français.

Voir les vidéos INA à propos de ce thème : [http://www.ina.fr/fresques/jalons/parcours/0018\\_4](http://www.ina.fr/fresques/jalons/parcours/0018_4)

### 2.3.2. La culture de masse.

À partir des années 1960, les progrès économiques et technologiques permettent l'apparition d'une culture de masse, dont les productions sont conçues pour un public très vaste.

Le **téléviseur** envahit les foyers : en 1960, 15 % des ménages sont équipés, 40 % dès 1965, la quasi-totalité aujourd'hui. Jusqu'en 1964, un programme unique est proposé aux téléspectateurs qui découvrent le flux des images en noir et blanc. Deux nouvelles chaînes publiques font leur apparition en 1964 et 1971. Le cinéma connaît, dans les années 1960, une période exceptionnelle, avec les films de Jean-Luc Godard ou François Truffaut : c'est la « nouvelle vague ». En revanche, la grande presse populaire (France-Soir, le Parisien libéré) est concurrencée par la télévision

## 3. Le temps de la crise : 1975 à nos jours.

### 2.3. Crise économique et chômage.

La crise débutée en 1973 est venue accélérer des processus en cours depuis plus longtemps. La **mondialisation de l'économie et le progrès technologique** a bouleversé l'organisation industrielle de la France. Les régions de tradition industrielle, comme la Lorraine, le Nord, les Vosges, se sont trouvées sinistrées. Entre 1982 et 1990, l'industrie a perdu 800 000 emplois.

La crise a également mis fin à la croissance des « trente glorieuses » en provoquant un ralentissement global de la progression des revenus. Ce sont les classes moyennes qui ont été les plus touchées : **salaires bloqués** à partir de 1983, hausse des taux de crédit (surendettement), hausse des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) pour lutter contre les effets de la crise.

Les principales victimes de la crise ont cependant été **les chômeurs**. Leur nombre est passé de 500 000 en 1974 à un peu moins de 2,5 millions aujourd'hui (soit 9% de la population active). Les plus touchés sont les jeunes peu qualifiés, les femmes, les travailleurs étrangers et les ouvriers. Le chômage, additionné à d'autres problèmes, comme le manque de formation, ou l'inadaptation sociale, créent de nouvelles formes d'exclusion et de pauvreté. L'Etat a cherché à y remédier en créant le RMI, mais certaines initiatives privées se sont révélées indispensables : restos du cœur...

## 2.4. Une société duale.

La cohésion sociale a été mise à mal par la crise. Les inégalités s'accroissent. Si la pauvreté s'accroît, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, la richesse a également progressé : importance des revenus du capital, profits industriels liés aux délocalisations, participation active à la société de consommation pour ceux qui bénéficient d'un emploi stable.

Il en résulte une déstabilisation de la société qui se manifeste surtout dans les banlieues des grandes villes. Ces espaces voient s'accumuler les handicaps produits par la crise et par une urbanisation pas toujours maîtrisée datant des années 60/70.

Quelle solution politique à la crise de l'Etat-providence dans les années 1990 ? A droite, on propose un libéralisme tempéré par l'idée de solidarité (fracture sociale de la campagne présidentielle de 1995), à gauche une politique volontariste impliquant un plus grand recours à l'Etat (35 heures pour partager le travail, couverture sociale des plus pauvres assurée par l'Etat...)

## 3.3. Mutations ou crises des valeurs traditionnelles ?

**Assiste-t-on à une crise du religieux ?** Il y a certes un déclin de la pratique et des vocations catholiques, mais l'Église catholique est encore très présente : rassemblements pour la venue de Jean-Paul II aux JMJ en 1997, mobilisation pour l'École privée en 1984. Par ailleurs, l'Islam progresse et est devenu la 2<sup>e</sup> religion de France. Les religions se diversifient avec l'immigration : cf part du bouddhisme. Les pratiques religieuses se sont individualisées, échappent de plus en plus aux structures traditionnelles, ce qui laisse la place à des dérives sectaires.

**Une crise des valeurs morales et sociales ?** Les mœurs passent pour être devenues plus « permissives » (libération sexuelle) et la famille est en crise, (unions libres, familles monoparentales, divorces...), mais on peut opposer à ces évolutions une nouvelle morale « laïque » de l'engagement humanitaire et de l'écologie.

**Une crise des idéologies ?** Des engagements idéologiques et débats intellectuels de l'après-guerre à la crise des idéologies, consécutive aux révélations sur le Goulag soviétique ou le génocide du Cambodge, cette crise des idéologies est réelle. Mais depuis la disparition du « modèle » communiste : quel modèle opposer aujourd'hui au libéralisme triomphant ?

## Conclusion : Un pays de contestations en quête d'un « contrat social »

On assiste à une adaptation historique d'une société traditionnelle à des évolutions économiques ou culturelles souvent mondiales, qui a la conviction parfois inquiète d'avoir un « modèle » équilibré de vie en commun à défendre.